

HISTOIRE DE STRASBOURG

DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'À NOS JOURS

TOME 2

Du même éditeur

Histoire d'Alsace

Rodolphe Reuss, 2023.

La sorcellerie au XV^e et au XVI^e siècle particulièrement en Alsace

Rodolphe Reuss, 2023.

Récits historiques et légendaires d'Alsace

Robert Wolf, 2022.

Le parapluie bleu. Strasbourg, années 1960,

Souvenirs de l'écrivain Michel Louyot, 2021.

Henri Farel, roman alsacien (Tomes 1 & 2)

Louis Spach, 2021.

Antiquités d'Alsace. Département du Bas-Rhin

Jean Geoffroy Schweighaeuser, 2020.

Antiquités d'Alsace. Département du Haut-Rhin

Marie Philippe Aimé de Golbéry, 2020.

Catalogue complet sur : <https://editions-jalon.fr>

HISTOIRE DE STRASBOURG

DEPUIS SES ORIGINES JUSQU'À NOS JOURS

TOME 2

RODOLPHE REUSS



Éditions JALON, 2024

© 2024, Éditions JALON. Tous droits réservés.
contact.editions-jalon.fr
ISBN 978-2-491068-71-4
Dépôt légal : janvier 2024

Sommaire

De la guerre de Trente Ans jusqu'à la Révolution

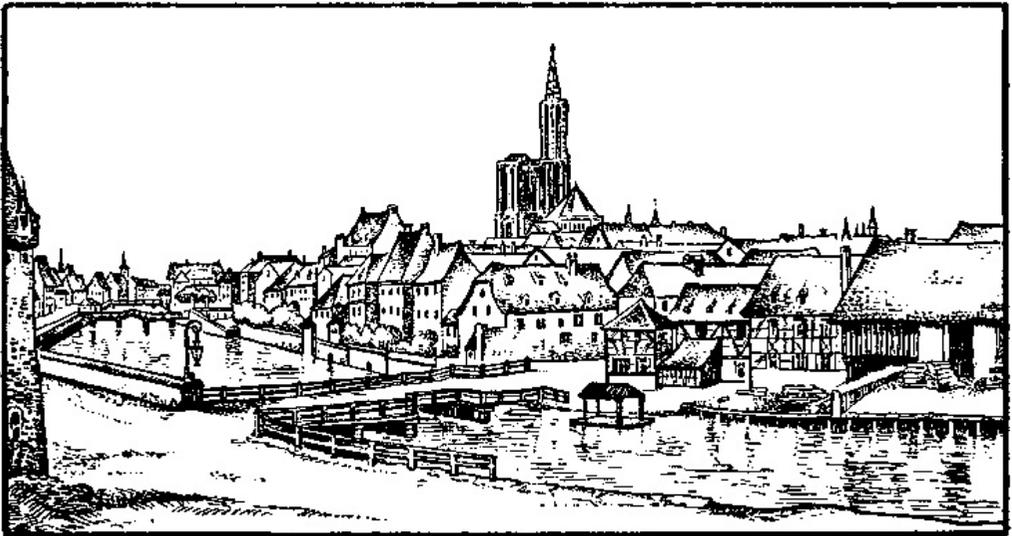
Strasbourg avant et pendant la Guerre de Trente Ans jusqu'à la mort de Gustave-Adolphe (1610–1632)	9
Strasbourg et la réaction politique et religieuse jusqu'à la mort de Gustave-Adolphe (1622–1632)	21
La décadence de Strasbourg jusqu'à la fin de la Guerre de Trente Ans (1633–1648)	37
Strasbourg des traités de Westphalie à la paix de Nimègue (1648–1679)	47
L'agonie et la fin de la République (1680–1681)	57
La « ville libre royale de Strasbourg » (1681–1715)	73
Strasbourg au XVII ^e siècle. Son aspect et sa vie économique	101
Strasbourg au XVII ^e siècle. Sa vie littéraire, scientifique, religieuse et morale	115
L'histoire politique de Strasbourg durant la fin du règne de Louis XIV et le règne de Louis XV	129
Strasbourg au XVIII ^e siècle. Sa vie littéraire, scientifique, artistique et religieuse	151
Le règne de Louis XVI jusqu'à la Révolution	169

De la Révolution jusqu'à l'Annexion

Strasbourg pendant la Révolution jusqu'à la chute de la Royauté (1789—1792)	179
Strasbourg pendant la Révolution (suite). Du 10 Août au 18 Brumaire (1792—1799)	199
Strasbourg sous le Consulat et l'Empire (1799–1815)	217

Strasbourg sous la Restauration et la Monarchie de Juillet (1818–1848)	227
Strasbourg sous la Seconde République et le Second Empire (1848–1870)	243
Strasbourg pendant la guerre de 1870–1871	257
Conclusion	269
Bibliographie	271

Livre troisième
De la guerre de Trente Ans jusqu'à la
Révolution



Le Pont Saint-Guillaume (1820)

Strasbourg avant et pendant la Guerre de Trente Ans jusqu'à la mort de Gustave-Adolphe (1610–1632)

Après l'alerte de l'invasion de l'Alsace par les princes de l'*Union évangélique*, en 1610, dans la lutte contre l'archiduc Léopold, administrateur de l'évêché de Strasbourg, lutte terminée par le traité de Willstaett (14 août 1610), moyenné entre les belligérants par la république de Strasbourg et le comte de Hanau-Lichtenberg, la ville libre avait connu quelques années tranquilles. Les chroniqueurs locaux n'ont trouvé aucun fait un peu saillant à mentionner dans leurs récits, sinon quelques visites princières (comme celle dudit Léopold en 1613), quelques inondations, incendies ou faits divers analogues. Strasbourg faisait partie de l'*Union*, mais ses meneurs politiques d'alors, hommes de médiocre envergure d'ailleurs, pour la plupart, ne se doutaient guère des vastes projets que les chefs ambitieux de la confédération protestante, Chrétien d'Anhalt, Joachim-Ernest d'Ansbach et le jeune Électeur palatin Frédéric V, caressaient alors, dans le fol espoir de renverser le trône chancelant de l'empereur Mathias, qui avait succédé, en 1612, à son frère Rodolphe II, et, comme lui, se laissait diriger par les forces accrues de la contre-réformation religieuse et politique. La ville libre, après les rudes épreuves du dernier quart de siècle, désirait, avant tout, le repos, payait ses versements annuels à l'*Union*, mais se désintéressait des problèmes politiques qui ne touchaient pas à ses intérêts particuliers. Le temps était passé d'ailleurs où des États d'aussi médiocre étendue pouvaient aspirer à exercer une influence sérieuse, et si on les admettait encore dans les conseils des princes, c'était moins pour écouter leurs conseils que pour disposer de leur argent. Ces républiques urbaines du Saint-Empire – même les plus considérables, comme Ulm, Nuremberg, Francfort ou Strasbourg – n'étaient plus, au fond, que les banquiers, bénévoles ou récalcitrants, des princes aux territoires plus vastes et plus peuplés.

On peut affirmer par suite que les gouvernants de notre ville furent bien étonnés et plus effrayés encore quand ils apprirent la fameuse « défenestration » de Prague (23 mai 1618)¹, qui marque le début de la révolution de Bohême et de la guerre de Trente Ans. Ils pouvaient l'être à bon droit, se voyant enserrés entre les territoires autrichiens de la Haute-Alsace et du Brisgau, les terres ecclésiastiques rhénanes,

¹ Des nobles protestants de Bohême défenestrent du château royal de Prague deux gouverneurs impériaux à cause de la fermeture de temples protestants. Les catholiques attribuent à la Vierge la survie des deux défenestrés...

la Lorraine, les Pays-Bas espagnols et la Franche-Comté, et n'ignorant pas, sans doute que, depuis longtemps, la cour de Madrid visait à s'emparer de l'Alsace et surtout de Strasbourg, pour conduire ses armées plus commodément le long du Rhin, de Milan à Bruxelles ou des Flandres en Italie. Ce fut dans les derniers jours de juin 1618 que le Magistrat reçut communication de l'appel pressant adressé à l'Union évangélique par les nouveaux Directeurs des États de Bohême, pour qu'on vînt à leur secours par un emprunt ; en même temps lui parvenait un appel analogue de la part de Sa Majesté Impériale. Les gouvernants refusaient, en termes respectueux d'ailleurs, et refusaient même de faire afficher dans leurs murs les mandements impériaux lancés contre les rebelles, sous le prétexte que la pluie les avait mouillés et rendus illisibles. Mais quand l'Électeur palatin convoqua les membres de l'Union à un congrès qui devait se réunir à Rothenbourg-sur-la-Tauber, le 27 septembre, Strasbourg ne montra aucun entrain de sacrifice pour la cause commune. C'est en vain qu'un conseiller de Frédéric V vint exposer aux Conseils qu'il fallait résister à l'empereur qui entendait établir son *absolutum dominium* avec l'aide du pape et des Espagnols ; en vain que le landgrave Maurice de Hesse-Cassel daigna se déranger en personne pour expliquer au Magistrat que « cet incendie ne s'arrêterait pas à la Forêt de Bohême, mais étendrait ses ravages bien au-delà », en quoi il se montra trop bon prophète. L'ammeistre François-Rodolphe Ingold partit pour Rothenbourg avec des instructions catégoriques, qui lui enjoignaient de travailler au maintien de la paix et de n'accorder de subsides ni à l'empereur ni aux Bohèmes. Les villes furent toutes d'accord que ce n'était pas là une « affaire de religion » ; mais les princes et leurs représentants affirmèrent « *per majora* » que c'en était une ; que l'Union devait venir en aide à ses coreligionnaires tchèques et allemands, et plusieurs des villes libres se laissèrent intimider et promirent d'avancer quelque argent aux Directeurs, pourvu que cela pût se faire en secret. Après avoir longtemps hésité, le Magistrat de Strasbourg, travaillé en sens contraire par l'envoyé de Léopold, le sire de Ribeaupierre, et par l'Électeur palatin, se laissa décider par l'exemple d'Ulm et consentit, en mars 1619, à un modeste prêt de 5 000 florins, mais il demanda en même temps que cette somme fût prise sur celle de 20 000 florins prêtée en 1610 à l'Électeur palatin, de sorte que la ville n'aurait rien à verser ; en même temps, il réitérait sa déclaration « qu'il n'entendait aucunement être mêlé aux affaires de Bohême ».

Pourtant les Conseils s'inquiétaient des bruits de guerre qui leur arrivaient d'Ensisheim, de Deux-Ponts, de Dourlach et autres lieux ; on parlait en effet partout de levées de troupes aux Pays-Bas, en Lorraine, sur les terres d'Autriche ; on annonçait le passage prochain du colonel Albert de Waldstein avec ses cuirassiers wallons, et tandis que la régence épiscopale de Saverne prétendait n'en rien savoir, Colmar annonçait déjà l'apparition de ces escadrons dans la Haute-Alsace. L'anxiété augmente quand, le 22 mars 1619, un petit billet non signé, venant de Vienne, annonce à la chancellerie urbaine que « Sa Majesté